

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les conditions de la poursuite de la parution de notre quotidien

L'HUMANITÉ rouge est de nouveau éditée quotidiennement mais cette périodicité ne sera peut-être que provisoire. L'objectif de la souscription fixé avant l'été a été atteint avec quelque retard. Quarante millions de centimes ont pu être recueillis grâce à la compréhension politique et à l'esprit de solidarité active de tous nos lecteurs et camarades. C'est un bon résultat.

Mais les hausses de prix intervenues depuis lors sur le papier, l'encre, les tarifs d'électricité et sur toutes les fournitures indispensables à la confection d'un journal rendent tout à fait précaire la situation matérielle de notre quotidien. A tout moment des raisons liées à nos difficultés financières peuvent nous contraindre à cesser de paraître sous forme quotidienne.

Mais une décision du même ordre est susceptible d'intervenir également si le bilan général de l'année de parution écoulée de l'Humanité rouge s'avère négatif.

Une décision interne au Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste datant d'environ une année stipulait en effet que le principe de la périodicité quotidienne serait réexaminé sur la base d'un bilan avant la reparation du journal en septembre 1979. Ce bilan, bien que réunissant déjà un certain nombre d'éléments et renseignements, n'a pas été dressé à temps, et c'est là certes une insuffisance dont nous avons à discerner les raisons pour les critiquer et autocritiquer de manière juste et utile.

En présence de cette situation, la neuvième session du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste, à l'issue d'un débat très démocratique, a décidé à une importante majorité de prolonger l'édition du quotidien jusqu'à intervention d'une décision basée sur les résultats concrets et discutés du bilan général en cause.

C'est dans le domaine de la valeur, de la justesse et de l'efficacité politiques que doit être recherché l'aspect principal du bilan du quotidien central de notre Parti. De manière interne, des résultats, expériences, analyses et points de vue sur le quotidien sont sollicités par le Comité central auprès des cellules et des organismes intermédiaires, afin d'enrichir les éléments du bilan déjà en notre possession et avec le souci que l'ensemble du Parti réponde à cette question : faut-il ou non maintenir la périodicité quotidienne de l'Humanité rouge ?

Jacques JURQUET
Secrétaire général du PCML
Directeur politique
de l'Humanité rouge

Suite page 5

Le tableau noir de la rentrée scolaire

Avec les quelques 4 500 classes fermées, les milliers de maitres auxiliaires licenciés, le « redéploiement » que poursuit le gouvernement au niveau de l'école, cette rentrée scolaire est bien sombre pour les douze millions et demi d'enfants et de jeunes - et leurs familles - ce jeudi, pour les 850 000 enseignants et personnels d'encadrement qui se retrouvent ce mercredi.

(Voir article page 3).



Rentrée 1979 : les parents décidés à prendre en charge l'avenir de leurs enfants. Qu'en sera-t-il de la rentrée 1979 ?

ISRAEL

Le chef d'Etat-major a couvert 4 meurtres de civils libanais

UN nouveau scandale vient d'éclater en Israël, quelques mois après les révélations de la presse américaine sur les tortures dans les prisons israéliennes, démenties sans grande conviction par les autorités.

Cette fois, c'est l'armée qui est mise en cause. Doublement mise en cause, devrait-on dire, puisqu'à l'ignoble assassinat de quatre civils libanais en avril 1978, s'ajoute le scandale de la censure imposée sur cette affaire par le chef d'état-major lui-même.

Malheureusement pour l'armée israélienne, un document, adressé par un député à tous les membres de la Knesset, donne tous les détails de l'affaire. Interdit de publication en Israël, ce texte est publié intégralement en France dans le No 12 de la revue Nouvelles de l'intérieur. En voici des extraits.

Après avoir signalé que les événements en question se sont déroulés « de nombreux jours après la fin des combats » dans cette région du Sud-Liban, le document rapporte que l'officier israélien Pinto et deux caporaux, El'Azar et Ben-Hammo « organisèrent une chasse à l'homme et capturèrent quatre villageois libanais, dont un adolescent de 10 ans. Ils les conduisirent dans une maison où ils les enfermèrent séparément, chacun dans une pièce, les poings et les pieds liés avec des fils de nylon. Le lieutenant Pinto alla de pièce en pièce torturant ses victimes cruellement pendant de longues heures. En fin de compte, il les assassina l'un après l'autre de ses propres mains en les étranglant avec les fils de nylon. Après quoi, il jeta les quatre cadavres dans un puits à quelques mètres de la maison. »

Après avoir été condamné une première fois à douze ans de

prison, peine ramenée à huit ans en cassation, le lieutenant Pinto, vient d'être pratiquement gracié par le chef d'état-major, qui a réduit cette peine à deux ans.

Autant dire un encouragement quasi-officiel à la torture et au meurtre...

C'est ce même chef d'état-major qui avait ordonné la cen-

sure sur cette affaire.

Sa révélation publique risque fort de compromettre gravement l'image de marque de l'armée israélienne auprès d'une opinion publique déjà secouée par les témoignages sur les tortures dans les prisons.

Claude LIRIA

DEBAT

Indépendance nationale et défense de l'Europe

Voir la revue de presse en page 5

AFRIQUE

Ouverture à Londres de la Conférence constitutionnelle sur la Rhodésie - Zimbabwe



Robert Mugabe et Joshua Nkomo, dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe participent à la conférence constitutionnelle sur la Rhodésie-Zimbabwe.

Ce lundi 10 septembre, s'est ouverte à Londres, sous la présidence de Lord Carrington, ministre britannique des Affaires étrangères, la conférence constitutionnelle sur la Rhodésie-Zimbabwe.

Les quatre principaux participants en sont l'évêque Muzorewa, chef de l'actuel gouvernement de Salisbury, monsieur Ian Smith, leader de la minorité blanche et chef du précédent gouvernement, ainsi que messieurs Nkomo et Mugabe, dirigeants du Front patriotique du Zimbabwe.

Participent également à cette conférence cent vingt membres des délégations africaines et les ambassadeurs des pays africains dits de première ligne : Tanzanie, Zambie, Botswana, Mozambique et Angola.

Nous résumons aujourd'hui les événements qui ont conduit à la tenue de cette conférence. Nous reviendrons demain plus en détail sur le contenu de la conférence elle-même.

TOUT le monde s'attendait à ce que le gouvernement britannique reconnaisse le gouvernement rhodésien de l'évêque Muzorewa et lève les mesures d'embargo prises dans le passé contre le gouvernement raciste de Ian Smith. Cela, c'était avant les va-

cances et on prêtait généralement à madame Thatcher l'intention d'attendre la 22e conférence du Commonwealth qui s'est tenue début août à Lusaka en Zambie pour rallier le plus grand nombre possible de pays à cette décision avant d'en faire une annonce officielle.

LES PAYS AFRICAINS DISENT NON AUX PROJETS BRITANNIQUES

Dans les semaines qui précéderont la conférence du Commonwealth, les positions britanniques furent l'objet de violentes attaques de la part des pays africains membres du Commonwealth, tous décidés à s'opposer au projet de reconnaissance prêté au gouvernement de Londres.

A la veille de la conférence, la presse zambienne se déchaîna contre madame Thatcher et le président Kaunda lui fit plutôt mauvais accueil à son arrivée à Lusaka.

De son côté, le Nigeria avait décrété la semaine précédente la nationalisation des intérêts de la British Petroleum. Les réactions du Foreign-Office, le ministère britannique des Affaires étrangères, dénonçant la campagne déclenchée en Afrique contre

la politique rhodésienne de madame Thatcher, renforcèrent l'opinion des observateurs sur la levée prochaine des sanctions contre la Rhodésie par le gouvernement britannique.

LES PAYS DU TIERS MONDE FONT RECULER MADAME THATCHER

En définitive, l'unité et la détermination des pays du tiers monde au sein du Commonwealth ont fait reculer les Britanniques. La conférence s'est achevée sur un accord en six points au terme duquel la Grande-Bretagne se reconnaît des responsabilités particulières dans la situation actuelle du Zimbabwe-Rhodésie et se voit confier le soin de préparer une nouvelle constitution garantissant à la majorité noire l'exercice effectif du pouvoir.

Le gouvernement britannique a également accepté d'organiser une conférence réunissant toutes les parties concernées. Le Front patriotique du Zimbabwe a répondu par l'affirmative à l'invitation du gouvernement britannique, montrant ainsi sa « volonté de trouver une solution négociée ». C'est cette conférence qui vient de s'ouvrir à Londres.

A la veille de cette rencontre, le gouvernement de Salisbury s'est livré à une provocation armée contre le Mozambique et les forces patriotiques du Zimbabwe qui s'y trouvent. Cette odieuse agression revendiquée par Muzorewa risque d'alourdir très sérieusement le climat et de compliquer la tâche des négociateurs désireux d'aboutir à une solution.

Henri BERTHAULT (A suivre)

Conférence des non-alignés

Tito, la figure de proue face à Cuba

DANS notre dernière édition, à propos de la conférence au sommet des pays non-alignés qui s'est tenue à Cuba, nous avons surtout mis l'accent sur l'offensive des pays pro-soviétiques comme Cuba et le Vietnam.

Mais il serait unilatéral de ne voir que cet aspect des choses. En effet, face à cette offensive, les tenants de l'orientation « hors-blocs » ont réaffirmé, sans esprit de polémique, leur attachement aux principes fondamentaux du mouvement. On peut citer, parmi d'autres, les pays d'Asie du Sud-Est, l'Algérie, la Corée du Nord, la Tanzanie, l'Inde, le Sénégal... Mais c'est surtout la Yougoslavie qui, par la présence de Tito, père fondateur du mouvement des non-alignés, a été la figure de proue face à Castro.

En s'abstenant de répondre aux attaques cubaines, Tito a pu éviter que plusieurs pays hésitants ne se rangent du côté de Cuba.

Réaffirmant dans son discours les principes authentiques du mouvement, Tito a ainsi pu en préserver l'unité. Peut-être que Cuba et le Vietnam, par leurs discours provocateurs, avaient espéré que Tito tomberait dans le panneau et répondrait sur le même ton insultant. Inutile de dire que cette attitude aurait amené l'éclatement du mouvement...

Au contraire, la déclaration finale, vue et revue, réaffirme l'opposition à la politique des blocs ; la Chine n'est pas attaquée ; il n'est pas fait mention de « l'alliance naturelle » des non-alignés avec l'URSS ; et le texte salue les « efforts des pays européens pour resserrer leurs relations ». Autant de points positifs.

Par contre, l'invasion vietnamienne au Cambodge n'est pas dénoncée et le siège du Kampuchea démocratique restera vide jusqu'au prochain sommet en 1981. Ce qui est un recul par rapport aux précédentes réunions.

Claude LIRIA

Extraits de l'intervention de Tito

DANS un discours qui est apparu aux yeux de beaucoup comme le testament politique du dernier fondateur encore vivant du mouvement des non-alignés, Tito n'a rien renié de l'orientation fondamentale du mouvement. « Jamais nous n'avons accepté que le mouvement des non-alignés devienne une courroie de transmission de qui que ce soit » ; voilà une allusion on ne peut plus claire aux liens très spéciaux qui font de Cuba et du Vietnam les instruments de la politique internationale soviétique.

« Nous n'avons jamais cessé depuis le début de nous prononcer avec constance contre la politique des blocs et la domination étrangère, contre toutes les formes d'hégémonie politique et économique, pour le droit de chaque pays à la liberté, à l'indépendance et au développement autonome. »

Se faisant plus précis sur l'intervention militaire du Vietnam au Cambodge, il a ajouté : « Il faut que toutes les troupes étrangères se retirent des territoires des autres pays ».

Enfin, en guise d'avertissement solennel à l'adresse de ceux qui voudraient détourner le mouvement des non-alignés de son orientation « hors-blocs », il a lancé : « Tout affaiblissement de notre organisation et toute tentative pour en réduire le rôle conduiraient inévitablement à la déstabilisation des relations internationales dans leur ensemble ».

C. L.

COLONIALISME

Répression d'une manifestation indépendantiste à Nouméa

A NOUMEA, (Nouvelle Calédonie), la police française a violemment chargé une manifestation indépendantiste. Les manifestants (enseignants et militants indépendantistes) exigeaient la réintégration de deux maîtres-auxiliaires, licenciés en raison de leur appartenance à une organisation politique se battant pour l'indépendance de cette colonie française.

A l'origine, six maîtres-auxiliaires avaient été licen-

ciés. Mais à la suite des manifestations du 22 août, quatre avaient retrouvé leur poste. La violence de la police, ce lundi, ainsi que l'annonce de l'arrivée de renforts de CRS, à l'approche du 24 septembre, jour anniversaire du rattachement de la Nouvelle Calédonie à la France, laissent prévoir de nouveaux affrontements avec les indépendantistes dont l'audience croissante parmi la population a bien l'air d'inquiéter Paris.

CL

ASIE DU SUD-EST

Sihanouk refuse la proposition du Kampuchea démocratique

LE prince Sihanouk a catégoriquement rejeté les propositions de Khieu Samphan, chef de l'Etat du Kampuchea démocratique (dans le maquis) de prendre la tête d'un « front de grande union nationale patriotique et démocratique » contre l'occupant vietnamien.

Parallèlement à ce refus, Sihanouk aurait déclaré lundi à un quotidien japonais qu'il accepterait à la fois des représentants du

gouvernement de Pol Pot et des représentants du régime fantoche (mis en place par les occupants vietnamiens) dans le Front national qu'il envisage de lancer. Une cohabitation dont on se demande quelle pourrait bien être la base politique : si c'est la volonté de chasser les occupants vietnamiens, on voit mal comment un régime qui ne tient debout que grâce à ces mêmes occupants, pourrait l'accepter...

CL



La Havane : conférence des non-alignés : Tito et Fidel Castro, les deux leaders de deux tendances opposées au sein du mouvement des non-alignés.

IRAN

La mort de l'Ayatollah Taleghani



L'AYATOLLAH Taleghani, chef de file du clergé progressiste iranien, est mort d'une crise cardiaque dans la nuit de dimanche à lundi. Avec lui, disparaît l'homme que les formations laïques, libérales ou de gauche, considéraient comme un recours éventuel.

Ce septuagénaire s'était dressé contre le régime des Pahlévi alors qu'il n'était encore qu'étudiant. Il lutta sans relâche contre la monarchie, notamment au sein du mouvement de libération de l'Iran qu'il avait fondé avec Mehdi Bazargan. Condamné plusieurs fois, il passa plus de onze ans en prison. Sa dernière libération, le 30 octobre 1978, en pleine insurrection populaire, donna lieu à une manifestation monstre qui rassembla plus de deux cent cinquante mille personnes. Très populaire et unanimement respecté, il était arrivé en tête des dix élus de Téhéran lors des élections à la Constituante le mois dernier en dépit de multiples irrégularités dont elles furent marquées.

Pendant ses années de prison, il s'était lié d'amitié avec des militants marxistes qu'il appréciait et respectait. Après le retour de Khomeiny, il s'opposa plusieurs fois à lui en prenant position en faveur de la légalisation de tous les partis de gauche et d'extrême-gauche. Il était favorable à la laïcité de l'Etat et à l'autogestion ouvrière.

Il fut le premier des chefs religieux à se prononcer clairement en faveur d'une large autonomie pour les minorités ethniques. A plusieurs reprises, il joua un rôle de médiateur entre le pouvoir et les divers mouvements autonomistes : kurde, turkmène, baloutche et arabe.

Bien qu'ayant pris nettement position en faveur des mesures répressives prises par Khomeiny contre les kurdes dont il accusa les chefs de « trahison », vendredi dernier, lors de la commémoration du premier anniversaire du vendredi noir, il déclara que la rébellion kurde ne se serait pas produite si une politique d'ouverture avait été pratiquée.

La disparition de l'ayatollah Taleghani risque surtout de profiter au courant des religieux intégristes qui, depuis quelques semaines, semblent renforcer leur influence.

HB

Le tableau noir de la rentrée scolaire

Jeudi 13 septembre, rentrée scolaire. Les reportages attendrissants ne vont pas manquer sur les petits enfants trotinant à pas menus vers leur école, sur les plus grands, les teen agers, cartable de jean en bandoulière, « authentiques représentants de la bof génération », paraît-il. Tout cela oui ce sera la réalité ou du moins un petit coin de la réalité. Tout le reste sera nettement moins rose et attendrissant. 12 500 000 élèves vont affronter, avec leurs parents et leurs enseignants, le redéploiement de monsieur Beullac, ministre de l'éducation. Ses deux piliers sont : fermetures de classes et compressions de personnels.

COMBIEN de fermetures de classes prévues en maternelle et en primaire, au nom du regroupement, de la globalisation et de la grille Guichard ? Nous ne possédons pas pour le moment les chiffres globaux pour tout le pays, vraisemblablement 4 000 ; dans des départements comme l'Essonne et la Seine-St-Denis, ces fermetures de classes avoisinent la centaine. Elles entraînent bien entendu la compression d'enseignants : ainsi Beullac a prévu la disparition de 30 000 postes d'instituteurs d'ici quatre ans !

DANS LE PRIMAIRE

Dès le printemps 1979, d'importantes luttes de masse associant les parents

et les enseignants ont tenté de s'opposer à ces fermetures. A coup sûr, il va falloir recommencer ce combat. Les mots d'ordre « 25 élèves par classe », « Non aux fermetures », « Non au regroupement dans les zones rurales » sont toujours d'actualité.

DANS LE SECONDAIRE

Si les professeurs de langue bénéficient apparemment d'un sursis, avec la suppression du projet de loi Pelletier visant à diminuer la nombre de langues étudiées en secondaire, de graves dangers menacent néanmoins le secondaire.

Cette année, la suite de la réforme Haby se met en place en quatrième, accentuant la sélection renforçant l'orientation vers la « vie active ».



Rentrée scolaire 1979 sous le même signe que celle de 1978 : les fermetures de classe tombent ! 1979 verra-t-il comme 1978 la lutte des parents pour l'avenir de leurs enfants ?

Le gouvernement présente la gratuité des manuels, qui étend cette année le nombre de ses bénéficiaires, aux quatrièmes en plus des cinquièmes et des sixièmes, comme un important effort financier mais il omet de signaler que les élèves les plus pauvres ne bénéficient pas de la gratuité des manuels, en LEP-CET par exemple.

Enfin, dès cette rentrée, les élèves du technique

auront à suivre « des séquences éducatives en entreprise » — apprécions la succulence de la dénomination. En clair, la formation en alternance se met en place : peu à peu les jeunes iront travailler gratuitement pour les patrons dans le cadre de leur formation.

Arrivé à ce terme, nous n'avons pas fait le tour du redéploiement. On a rien dit des 10 000 non-titulaires (agents de service, agents

administratifs, instituteurs suppléants, maîtres-auxiliaires et vacataires du supérieur) que Beullac va licencier à cette rentrée. On n'a pas encore évoqué les moyens dont disposent les recteurs pour « ne pas ouvrir de classes notamment des secondes », pour obliger les titulaires à exécuter des compléments de service en dehors de leur discipline.

Nathalie VILLOTIERS

TEMOIGNAGE

Odyssée en Lorraine d'un maître auxiliaire

MAITRE auxiliaire depuis six ans, je peux remarquer le rectorat de m'avoir permis de bien connaître ma région. Quel beau métier que celui de M. A. (maître auxiliaire) : classe tournée. Au bout de ces six ans, je peux me vanter de « connaître » onze établissements différents, aux quatre coins de l'académie : des brumes et fumées de Longwy aux images d'Epinal en passant par le « pays noir » lorrain et les casernes de Metz (et les enfants de militaires). Je n'ai eu le temps de m'adapter nulle part. Nommé loin de chez soi, il faut se soucier tout à la fois de chercher un logement, de s'adapter à des classes nouvelles, en passant de la 6e à la terminale, de remplir les bulletins de fin de trimestre sans connaître les élèves... (un jour, on m'a dit : « Il vaut mieux mettre une appréciation vague que pas d'appréciation du tout ») ... assister aux réunions parents-professeurs quand on n'est là que depuis huit jours et, déjà, préparer son départ. Dès qu'on a la chance de connaître un peu ses élèves et ses collègues, il faut aller effectuer une autre suppléance, ou pointer à l'ANPE.

Une petite consolation : les gens dans mon cas ne sont pas les seuls à sillonner ainsi la Lorraine. Ils ont un compagnon de route : l'IPR. Celui-ci partage avec nous les joies du voyage.

En six ans, j'ai vu cinq inspecteurs différents ; ceux-ci, malheureusement, ne semblent pas avoir beaucoup de considération pour leurs compagnons d'errance : inspecté le dernier jour d'une suppléance ! Sans avoir été prévenu, alors que je me préoccupais de trouver une chambre à l'autre bout de l'académie, pour une suppléance dès la semaine suivante... de cela, le rapport d'inspection ne parle pas !

Un inspecteur qui se permet d'arriver une demi-heure après le début du cours, pour éplucher le cahier de textes, discuter à haute voix avec le proviseur...

Quand ce n'est pas un inspecteur qui vient perturber la classe, ça peut être le chef d'établissement. Ainsi, tel principal vient passer un quart d'heure dans ma classe sous prétexte de véri-

fier le fonctionnement du chauffage... Un M. A. est évidemment toujours suspect, même aux yeux de certains collègues (« Qui c'est celui-là ? »).

Le surnuméraire, c'est celui qu'on voit tantôt enseigner, tantôt travailler à la documentation, surveiller les élèves ou encore assister les CPE (*) dans les tâches administratives : faire des listes, recopier des notes, remplir les bulletins...

Il faut pourtant bien distinguer le surnuméraire 1977-78 de ce qu'il est devenu. En 1977-78, le surnuméraire restait attaché à un seul établissement, avec, en général, des heures d'enseignement. Cette situation suscitait d'ailleurs l'étonnement des élèves : leur professeur, après le cours, allait chercher son travail au bureau du CPE. Cette année, le M. A.

surnuméraire est encore plus instable : on est attaché à un établissement mais sans aucune heure d'enseignement, effectuant désormais 36 heures par semaine, en attendant d'éventuelles suppléances dans un rayon qui peut atteindre quarante kilomètres. Plus d'intégration possible.

Comment, dans ces conditions, penser à préparer un concours ? Comment peut-on connaître un jour les résultats de son travail ? Comment peut-on encore participer à une quelconque vie syndicale ? Cette année, je n'ai pu participer qu'à une seule réunion de ma section syndicale, étant balloté d'un remplacement à l'autre.

Certains parlent de « désaffection » des M. A. pour l'action syndicale, prétendent que ceux-ci ne font rien pour se défendre, ne participent même pas aux

mobilisations des syndicats. Comment peut-on avoir le culot de tenir de tels propos, connaissant les conditions de vie actuelles de la plupart d'entre nous ?

Six ans après que j'aie commencé à sillonner l'académie, le rectorat considère que j'ai entre trois et quatre ans d'ancienneté. Combien sommes-nous dans ce cas ? Le ministère et le rectorat semblent vouloir nous remercier d'avoir accepté n'importe quoi pendant toutes ces années en nous licenciant purement et simplement ! Encore merci, monsieur le recteur !

Un M. A. surnuméraire

D'après une correspondance du Comité des non-titulaires : Librairie Géronimo, rue du Pont des Morts, 57000 METZ.

* CPE : conseiller pédagogique d'éducation (nouveau nom du surveillant général).



IMMIGRES

Préparation du rassemblement du 29 septembre (*) contre les lois Stoleru-Barre-Bonnet

Extraits de l'appel du Comité de coordination des foyers en lutte, de nombreuses associations de travailleurs immigrés, de nombreuses sections syndicales, unions locales, départementales et unions professionnelles à s'unir dans le combat contre les lois Stoleru-Barre-Bonnet.

NOUS sommes conscients que sans une mobilisation massive, ces lois passeront et que ce sera alors un échec très important des travailleurs de France et de leurs organisations. Ces lois sont désastreuses, non seulement pour la fraction immigrée de la classe ouvrière de France mais pour l'ensemble des travailleurs de France, Français y compris. Elles visent en effet plusieurs buts : Arriver à expulser la fraction immigrée la plus combattive ; Museler le restant des travailleurs immigrés et les obliger ainsi à accepter n'importe quelles conditions de vie et de travail ; Remplacer une partie de l'ancienne immigration

qui luttait aux côtés des Français par une nouvelle, beaucoup plus docile, compte tenu de ses conditions actuelles d'immigration.

Mais on le voit bien, le but principal des lois racistes Stoleru-Barre-Bonnet c'est l'affaiblissement de toute la classe ouvrière de France.

L'expulsion des uns ne diminuera pas l'exploitation des autres. Au contraire. En 1977, à Longwy et dans d'autres zones sidérurgiques, le gouvernement a expulsé les travailleurs immigrés ; en 1979, ce sont les travailleurs français qui se retrouvent au chômage. Cela n'a donc rien changé. Les patrons expulsent les uns pour mieux exploiter les autres. C'est à nous de ne pas tomber dans les pièges qu'ils nous tendent : du racisme, du chauvinisme, de la division. C'est unis, travailleurs français et immigrés que nous devons lutter.

Notre force, c'est notre unité, notre volonté de combat.

Nous demandons donc à toutes les sections syndicales de se mobiliser sur ce grave problème, d'en discuter à l'intérieur de

leurs structures syndicales afin de préparer démocratiquement les conditions de la riposte de l'automne. Nous demandons aussi à toutes les organisations de masse non-syndicales de se mobiliser sur ce problème.

Que tous ceux qui ont conscience de l'urgence et de la gravité de la situation prennent contact avec nous, pour pouvoir discuter et prendre des décisions en commun pour la poursuite de l'action.

— Réunion tous les mercredis soirs à 20 h devant le foyer de Garges-les-Gonnesse, rue des Doucettes, 95 Garges.

— Réunion tous les jeudis à 19 h au foyer Sonacotra, 79 rue du Monument à Champigny.

— Réunion le 15 septembre à 15 h au foyer Mont-St-Martin à Longwy (dans le cadre des journées portes ouvertes des 15 et 16 dans ce foyer), avec la participation de l'UL-CFDT de Longwy.

* Le rassemblement aura lieu le 29 septembre, et non le 20 comme nous l'avons indiqué par erreur dans notre dernière édition.

RADIOS LIBRES

L'ex-présidente du MLAC, la responsable du planning familial inculpées

APRES Mitterrand et deux autres responsables du PS, c'est maintenant deux fem-

mes qui sont inculpées par le juge Cabié de « violation du monopole », Maya Duruts, ancienne présidente du MLAC (Mouvement pour la

liberté de l'avortement et de la contraception) et Simone Iff, responsable du planning familial. A l'origine de l'inculpation, une émission du 17 janvier 1979 sur le quatrième anniversaire de la promulgation de la loi Veil. Cette émission avait été diffusée de 20 h 30 à 22 h à partir du local du MLAC, 34 rue du Veille du Temple dans le 4^e arrondissement à Paris. En sortant du commissariat, Maya Duruts et Simone Iff ont affirmé leur intention de récidiver notamment pour préparer la marche nationale du 6 octobre pour la liberté de l'avortement. On voit bien que sous prétexte de défendre le monopole, le gouvernement limite la liberté d'expression.

Une assemblée générale des radios libres parisiennes a eu lieu lundi à Paris au local de la Fédération nationale des radios libres pour préparer la mobilisation contre les inculpations ainsi qu'une réunion internationale des radios libres les 29 et 30 septembre à Longwy.



Les radios libres : une forme de liberté d'expression que le pouvoir veut freiner à tout prix.

L'HUMANITÉ ROUGE Mercredi 12 septembre 1979

Le suicide de Jean Seberg

« Elle doit être neutralisée » avait décidé le FBI en 1970

ROMAIN Gary, ex-mari de l'actrice américaine Jean Seberg, a tenu lundi une conférence de presse à Paris où il a mis en accusation le FBI, après le suicide de l'actrice.

« C'est le FBI qui est indirectement responsable de la mort de Jean. Après sa fausse couche en 1969 et la campagne de presse lancée aux Etats-Unis contre elle, elle est devenue folle et dingue. Ils lui ont fait perdre la raison ».

Après avoir dénoncé les méthodes utilisées par le FBI pour discréditer l'actrice (calomnies sur sa vie privée), Romain Gary a rappelé le combat de Jean Seberg aux côtés des minorités opprimées des USA : « Jean s'était consacrée depuis l'âge de 14 ans à la lutte pour les Noirs et elle s'y est ruinée... Pour la cause qu'elle défendait, Jean a parfois couru des risques énormes. L'homme pour lequel elle travaillait dans sa lutte pour les Noirs a été assassiné, aux Etats-Unis. C'est pour la punir de ce militantisme que le FBI a voulu jeter le discrédit sur elle ». Ensuite, Romain Gary a montré des photocopies de docu-



Jean Seberg dans le film qui l'a révélée A bout de souffle de Jean-Luc Godard.

ments du FBI, où on lit : « Jean Seberg a financièrement soutenu le Parti des Black Panthers et elle doit être neutralisée. Le fait qu'elle soit enceinte de... (ici le nom d'un Black Panthers) alors qu'elle est encore mariée, donne une possibilité à ce propos ». Le document du FBI présente ensuite un projet de campa-

gne de presse contre l'actrice « afin de la mettre si possible dans l'embarras et de ternir son image de marque auprès du public ». On savait que le FBI ne reculait pas devant les méthodes les plus sordides pour parvenir à ses fins. En voilà un nouveau et tragique témoignage.

C.L.

Assassinat d'un ouvrier marocain

MEL Boukhari Miloudi, demeurant à St-Vallier dans la Drôme, a été tué samedi 8 septembre au volant de sa voiture de deux balles tirées par le passager d'un autre véhicule. Peu avant, une altercation avait opposé à un carrefour les conducteurs des deux voitures.

Grève aux poupées Bella

AUX poupées Bella, à Perpignan, grève de quatre jours pour deux cents personnes sur un effectif de cinq cent trente. Les deux syndicats présents dans la boîte sont CGT et FO. Les travailleurs demandaient le treizième mois et la garantie de l'emploi. Après négociation avec la direction, la CGT, considérant les propositions patronales comme insuffisantes, appelle à la grève le mercredi 29 août. Nouvelles négociations. La direction offre royalement une augmentation de trente centimes de l'heure (cent francs par personne sur l'année). Par ailleurs, elle offre la « possibilité » de réexaminer la prime de fin d'année et dès janvier prochain de fixer en plusieurs étapes le treizième mois. Seuls les ouvriers du four voulaient continuer la lutte. La majorité des ouvrières et ouvriers ont décidé de reprendre le travail.

Correspondant Perpignan.

RESTRUCTURATION EN ANGLETERRE

25 000 licenciements annoncés dans l'automobile

LA direction de British Leyland, un des grands de l'automobile anglais, a présenté lundi un programme de restructuration ne comportant pas moins de 25 000 suppressions d'emploi (sur 165 000) dans les deux ans qui viennent ! Il y va paraît-il de la survie du groupe, dont les bénéfices se montent pourtant à vingt millions de livres sterling pour le premier semestre 1979. La concurrence, dans ce domaine, s'annonce très sévère et la compétition se mène sur le dos des travailleurs !

Bavure comme police

UNE de plus... Voilà ce que l'on serait tenté de dire à propos de la dernière « bavure » policière connue, celle dont furent victimes l'éditeur Alain Moreau* et ses proches à la fin de la semaine dernière (bilan huit blessés). On serait tenté de le dire tant la liste des exactions des hommes de l'ordre s'allonge. Au point de devenir l'actualité quotidienne.

L'élément nouveau dans cette scandaleuse affaire tient à l'argumentation développée par la préfecture de police lorsque les faits furent révélés.

Les violences « auraient pu être évitées si Alain Moreau avait immédiatement accepté de dire au gardien de la paix qu'il était éditeur ». Sans vouloir banaliser le fait qu'un entrepreneur du livre soit victime de la violence policière et ce après d'autres, journalistes par exemple, on est confondu par le cynisme de cette déclaration. Car enfin, s'il n'avait pas été éditeur... vous devinez la suite : l'affaire n'aurait pas eu tant de publicité et les victimes de l'agression auraient bien pu se retrouver en position d'accusés... de violence à agents. Ainsi, tout aurait été dans l'ordre. Les « bavures » ça n'est rien d'autre que la partie visible de l'iceberg.

* Alain Moreau édite notamment des livres dossiers dont certains firent grand bruit : B comme barbouzes, R comme racket pétrolier, F comme fraude fiscale pour n'en citer que quelques uns.

LC

Indépendance nationale et défense de l'Europe

Le débat qu'avaient complètement escamoté les leaders des grands partis français au cours de leur fastidieuse campagne politique pour les élections au Parlement européen vient de surgir dans les médias au cœur même de l'été.

Interviewes, dossiers et commentaires abondent dans la presse à propos de la doctrine militaire française, de la défense de l'Europe et du nouveau rapport de force qui s'est instauré entre les États-Unis et l'URSS, à la faveur de cette dernière.

Les points de vue fondés sur les réalités anciennes de l'après-guerre et qui avaient acquis la solidité des dogmes sont aujourd'hui remis en cause sous la pression des faits.

Des faits inquiétants qui révèlent une Europe (et donc une France) de plus en plus vulnérable aux ambitions de l'URSS dont la sincérité en matière de détente et de paix est de plus en plus largement mise en doute.

Salutaire inquiétude qui restitue une des dimensions essentielles (et à nos yeux la seule qui vaille) de l'enjeu européen.

Afin de fournir un aperçu des termes et de l'ampleur du débat en cours sur les questions de défense, nous en donnons ci-dessous la trame générale à travers des extraits de presse (*Le Monde*, *L'Express*, *le Point*, *Le Nouvel observateur*) des dernières semaines.

PM

COMME point de départ à la réflexion en cours sur la défense se trouve la prise de conscience de la supériorité militaire soviétique. (1)

« Il est intéressant de noter qu'ouvrir les yeux sur ce fait n'est plus automatiquement considéré comme un symptôme de bellicisme pathologique. La perception de la menace est désormais autorisée, même si l'annonce en est encore limitée. »

(JF Revel - *L'Express* du 8 septembre 1979)

« Militairement, les Soviétiques disposent, en effet, d'une double supériorité, en particulier vis-à-vis de l'Europe occidentale : la supériorité, déjà connue, de leurs armées classiques, et la supériorité, plus récemment avérée, de leurs armements nucléaires continentaux dits « de théâtre »,

c'est-à-dire stationnés sur le théâtre des opérations. L'URSS dispose, en particulier, de nouvelles fusées de portée moyenne, les SS 20, capables d'atteindre l'Europe occidentale, mais pas les États-Unis, et dont, de ce fait, la fabrication n'est pas limitée, dans le cadre du traité « soviéto-américain pour la limitation des armements stratégiques (SALT 2). »

(JF Revel - *L'Express* du 8 septembre 1979).

En quoi ce nouveau missile soviétique bouleverse-t-il les données de la dissuasion ?

« L'URSS est en passe de compléter par l'engin SS-20 de 3 500 kilomètres de portée lancé à partir de camions très mobiles et capable de tirer, avec une précision de moins de 300 mètres trois ogives nucléaires sur trois objectifs différents — son arsenal de fusées « intermédiaires » pointées sur

l'Europe occidentale. Elle va ainsi se trouver de plus en plus en mesure de mettre simultanément hors d'usage, par autant de coups au but, les dix-huit fusées sol-sol balistiques stratégiques (SSBS) enfouies dans les silos du plateau d'Albion et la plupart des aérodromes d'où peuvent décoller les avions de la force aérienne stratégique (FAS). A la limite, on peut dire que la capacité de représailles française se trouvera bientôt réduite aux quatre-vingts missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) embarqués à bord de nos cinq sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), lesquels, bien entendu, ne sont jamais tous à la mer en même temps. »

(André FONTAINE - *Le Monde* du 5 septembre 1979)

En laissant de côté la question (discutée) de savoir si les sous-marins nucléaires sont effectivement invulnérables, le problème posé est le suivant : l'arme atomique française est demeurée une arme de dissuasion, c'est-à-dire « visant les objectifs démographiques et économiques » adverses est confrontée à une « arme de coercition frappant les objectifs militaires avec une très grande précision. »

« Cela veut dire que le conflit peut de nouveau se régler sur le terrain, non pas dans les deux sanctuaires, bien protégés, que constituent les États-Unis et l'URSS, mais en Europe. ... Ce qui est nouveau, c'est que la prétendue protection de l'Europe par les Américains devient moins crédible que jamais. Plus grave encore : la stratégie de dissuasion des puissances moyennes, comme la France, est remise

en question. Est-ce qu'on peut répondre à une arme de coercition, frappant les objectifs militaires, uniquement par une arme de dissuasion visant des objectifs démographiques et économiques ? Il faut, en réalité, se lancer dans la même course technologique que les Grands. Est-ce que nous en sommes capables, seuls ? Je ne le crois pas. »

(A. Sanguinetti - *Le Nouvel observateur* le 20 août 1979.)

D'où la réponse de Sanguinetti et du général Buis qui fit couler tant d'encre :

« Si on essaie de mettre le problème de l'Europe à plat, et si l'on veut sortir de l'impasse actuelle, c'est à ceci qu'on aboutit : la nécessité d'une défense européenne qui ne peut naître que d'une association de la force nucléaire française avec l'industrie allemande. »

(G. Buis - *Nouvel observateur* du 20 août 1979).

Le propos qualifié de provocateur relança le débat sur « défense de l'Europe » et « défense européenne », entendez défense intégrée, supranationale. Mais de toute façon « la question centrale est : comment, dans la nouvelle donne internationale, articuler défense indépendante de la France et défense de l'Europe, puisqu'il est entendu que la sécurité du pays passe par celle de ses voisins, les Allemands en particulier ? »

(D. de Montvalon - *Le Point* du 3 septembre 1979) PM

Note (1) Supériorité confirmée la semaine passée dans le rapport annuel sur l'état des forces armées dans le monde publié à Londres par l'Institut international des études stratégiques.

Les conditions de la poursuite de notre quotidien

Suite de la page 1

Je prie tous nos amis, lecteurs et sympathisants, de bien vouloir nous adresser également leurs points de vue respectifs à ce sujet. Je remercie d'avance toutes celles et tous ceux qui voudront bien nous écrire.

Il va de soi qu'indépendamment des résultats du bilan qu'il est impossible de prévoir à l'avance avec une certitude absolue, la pratique d'une périodicité quotidienne de leur organe central à laquelle ont toujours recouru tous les partis communistes dès qu'ils en ont eu la possibilité politique et matérielle, correspond à un juste souci d'efficacité dans les luttes contre la politique imposée par les ennemis de classe de tous les travailleurs. Un quotidien, comme ceux qu'impulsa Lénine au prix d'efforts acharnés et même parfois d'échecs temporaires pour en conserver le contrôle politique, constitue une arme des plus efficaces au service des luttes et des intérêts de la classe ouvrière et des classes et couches sociales opprimées. Je tiens à dire publiquement que je souhaite vivement que le bilan politique de notre *Humanité rouge* s'avère positif, afin que le Comité central de notre Parti puisse décider de la prolongation de la parution quotidienne de son organe central.

La périodicité quotidienne permet en effet de publier cent soixante pages du format actuel chaque mois contre trente deux pages seulement du même format pour un bimensuel comme le nôtre actuellement ou quarante huit pages pour un hebdomadaire de douze pages. Ces simples chiffres prouvent aisément la supériorité effective du quotidien pour soutenir les batailles politiques. Encore faut-il que ce quotidien ne commette pas, ou le moins possible, d'erreurs politiques. Le bilan de l'*Humanité rouge* devra établir la vérité sur ce point par un jugement objectif et non subjectiviste.

Il est bien évident que dans la période actuelle, riche de luttes politiques et revendicatives de tous les travailleurs, de la classe ouvrière, de tous les salariés, des petits paysans et des autres couches laborieuses de la population, l'usage de l'*Humanité rouge* au service de leurs luttes est indispensable.

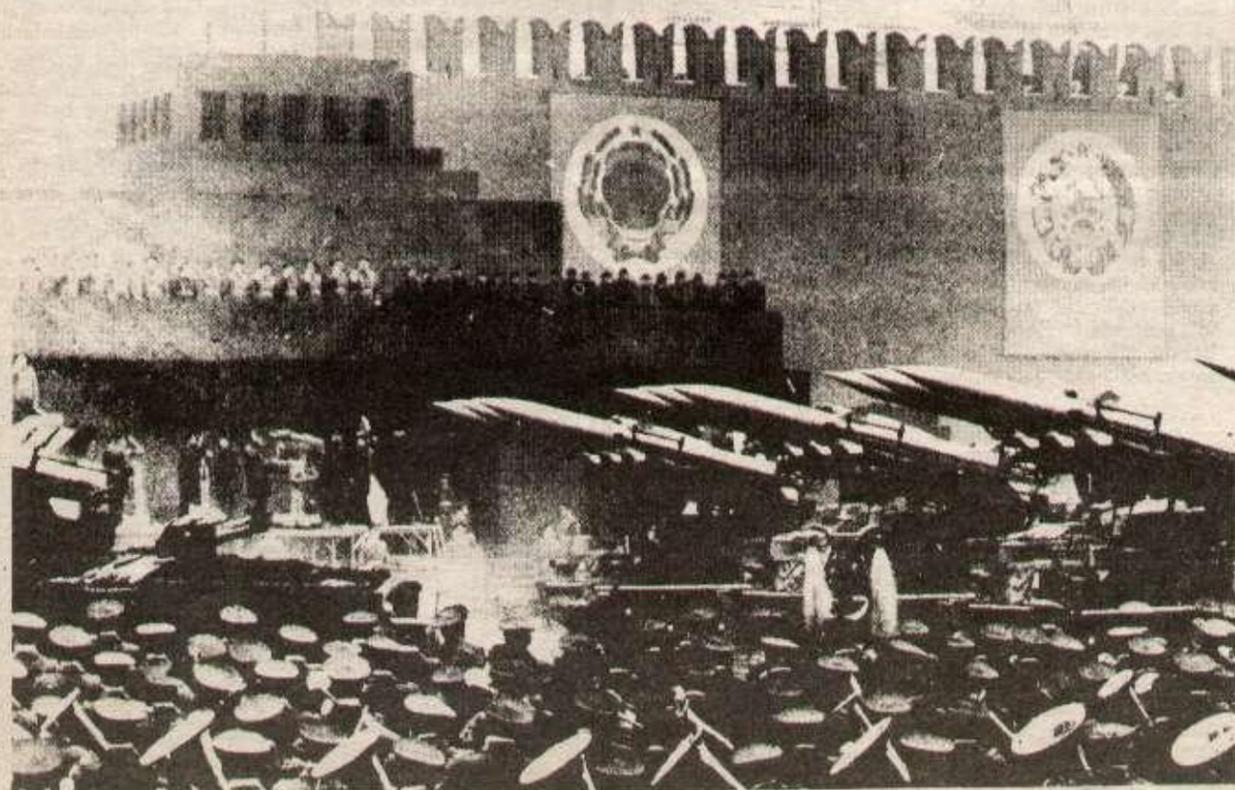
Grâce aux correspondants régionaux, aux reportages, aux relations avec les organisations syndicales, à la contribution de l'ensemble de ses lecteurs, il doit permettre d'informer au jour le jour sur le déroulement de ces luttes, jouer un rôle de mobilisation, de coordination. La publication d'interviews réalisées auprès des travailleurs en lutte et de responsables syndicaux, sans exclusive, est de nature à renforcer le rôle du Parti au service de ces luttes.

En outre, en tant que journal de parti, il doit permettre de suivre au fur et à mesure de leur déroulement les grands débats politiques en cours, et là aussi, comme l'année dernière à l'occasion par exemple du XXIII^e congrès du PCF, de renforcer l'unité de pensée et la contribution du Parti à ces débats.

C'est pourquoi il est indispensable que le bilan soit dressé sous le signe du matérialisme, en rejetant tout idéalisme qui ne pourrait que fausser la réalité de ses résultats.

D'ici le moment où ce bilan sera définitivement établi, c'est-à-dire le plus rapidement possible, j'appelle tous nos camarades, tous nos amis, lecteurs et sympathisants, à continuer à soutenir notre quotidien en participant dans la mesure de leurs moyens à la souscription permanente qui reste ouverte pour en assurer le financement, et en contribuant par leurs lettres, le récit de leurs expériences et les points de vue politiques qu'ils ont à exprimer à dresser le bilan en question.

Jacques JURQUET



Revue de missiles à Moscou.



Le Comité central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste, le Comité de Parti Eugène Varlin, la cellule Chen Yi, ont le regret de vous faire part du décès du camarade :

Jean MARLIER
Militant ouvrier
Résistant

Chevalier de la Légion d'honneur
survenu dans sa quatre vingt septième année, à Congis-sur-Thérouanne.

A sa compagne, à sa famille, à ses camarades de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, nous exprimons nos condoléances affligées.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 7 septembre. André Druesne y représentait le Comité central.

Une vie de lutte

LA vie de Jean Marlier se confond par bien des aspects avec l'histoire du mouvement ouvrier français depuis le début du siècle. De famille ouvrière, Jean devient, dès son adolescence, apprenti chez un facteur d'instruments à vent.

En 1914, il est mobilisé et devient sergent mitrailleur. Il sera plusieurs fois cité à l'ordre des armées pour son sang-froid remarquable et ses talents de meneur d'hommes. Blessé plusieurs fois, puis gazé, il refusera d'être évacué à l'arrière.

En 1917, il est parmi les dirigeants de la mutinerie de Chalons-sur-Marne, où trois régiments marchent sur Paris. Echappant à la répression, Jean finira la guerre comme pilote dans l'aviation.

La paix revenue, il participe au Congrès de Tours où est fondé le PCF, dont il devient un des premiers adhérents. Les années de l'entre-deux-guerres sont consacrées principalement au travail syndical. La direction de la CGT envoie Jean monter des sections dans différentes entreprises de la métallurgie. Ainsi, en 1926, il participera à la direction de la grève de la bijouterie, qui obtiendra pour la première fois en France la première semaine de congés payés. Le travail syndical vaudra à Jean

des liens solides avec la classe ouvrière, comme aussi de subir la répression patronale et d'être plusieurs fois licencié.

Passionné de sport ouvrier, Jean participe par ailleurs à la fondation de plusieurs sociétés sportives et devient un des dirigeants de la FSGT, qu'il contribuera à maintenir jusque sous l'occupation — où, nous disait-il en souriant, ses qualités sportives lui ont sauvé plusieurs fois la vie.

Au cours des années trente, au sein du service d'ordre du PCF, Jean participe aux comités de défense de l'Humanité et prend part très concrètement à la lutte contre les ligues fascistes qui se développent à cette époque, sans compter par ailleurs les affrontements parfois violents avec la police.

L'invasion nazie survient alors qu'il travaille comme porteur aux Halles de Paris. Regroupant quelques amis, il commence la Résistance avant même d'avoir rétabli le contact avec le Parti. Par exemple, le 1er novembre 1940, il met à profit la fête des morts pour distribuer des tracts antifascistes au cimetière du Père-Lachaise. Par la suite, il ira jusqu'à organiser avec succès des manifestations clandestines regroupant plusieurs centaines de personnes, dans le quartier

des Halles, rue Montorgueil et dans le Faubourg du Temple.

Arrêté le 1er avril 1944, il est torturé et emprisonné à la Santé. Il comptera parmi les dirigeants de la révolte des prisonniers. Libéré par la Résistance, il met sur pied dans le 11e arrondissement douze compagnies de milices patriotiques : sous le nom de commandant Jeau, il a sous ses ordres 1 500 patriotes en armes (chiffre environ trois fois plus élevé que dans les autres arrondissements de Paris). Au début du mois d'août, il dirige la prise de la caserne du Prince Eugène, place de la République. Cent trente soldats allemands sont faits prisonniers, un important matériel militaire est saisi. Au cours des combats de la Libération, sa fille de vingt ans, résistante elle aussi et qui était l'agent de liaison de son père, est assassinée par les nazis.

Après la Libération, Jean s'oppose farouchement au désarmement des milices patriotiques. Pour lui, le principe « *Le pouvoir est au bout du fusil* » était devenu une réalité d'expérience et il se souciait beaucoup du travail militaire de notre Parti. Par la suite, Jean anime la section de l'ANACR (Association des anciens combattants de la Résistance) dans son quartier ; il souhaite faire rayonner l'esprit de la Résistance.

Militant communiste dévoué et estimé de tous, il désapprouve hautement le 20e congrès du Parti soviétique et l'orientation imposée par les dirigeants du PCF à la fin des années cinquante en ce qui concerne notamment la guerre d'Algérie, puis les attaques contre la Chine.

Dès les premiers temps, malgré son âge, il rejoindra le PCMLF et se consacrera à l'édification du Parti à Paris. Jusqu'à quatre-vingts ans, Jean vend *L'Humanité rouge* à la criée et il n'est jamais le dernier à coller des affiches. Il fait sans se décourager un travail de critique et d'unité auprès de ses anciens camarades restés au PCF.

Ensuite, quand la maladie le clouera chez lui, son plus grand regret sera de ne pas être suffisamment associé à la vie de notre Parti. Il s'attachera à transmettre son expérience aux jeunes camarades. Il se passionne pour la Chine ; ayant des difficultés à lire, il ne lit plus qu'un seul hebdomadaire, *Pékin-information*. Ces derniers temps, il était particulièrement indigné par l'agression vietnamienne au Cambodge et soutenait de tout son cœur la résistance des patriotes.

Fraternel, exigeant, rebelle, chaleureux intraitable sur les principes mais travaillant toujours à l'unité, Jean demeure un exemple pour nous tous.

FETE DE L'HUMANITE 79

150 000 avec Lavilliers

LA pelouse centrale du parc de la Courneuve était pleine samedi soir. Plus de 150 000 personnes étaient venues applaudir Bernard Lavilliers, vedette de la fête de l'Humanité 1979.

Le déplacement valait la peine. C'est un Lavilliers en pleine forme qui a fait vibrer le public pendant près de deux heures. Ce fut un spectacle inoubliable, de grande qualité, où étaient étroitement mêlés une musique rock et reggae et des textes sur la révolte et la lutte. Particulièrement remarquables une de ses chansons *Fentsch vallée* sur

la sidérurgie dans la vallée de la Fentsch et une toute dernière venue de son voyage en Jamaïque *Stand up the Ghetto*.

Poings levés, transportés par la musique, des milliers de jeunes ont gueulé leur mal de vivre et leur révolte contre la puissance des monopoles et de l'argent. Ils ont longuement acclamé celui qui a fait comme profession de foi : « *Je chanterai toujours pour mes copains d'en bas, ceux que je reconnais sans un mot, sans un signe* ». Il s'inscrit avec ce rock français dans la ligne du « *Rock against racism* », « *Rock against fascism* ».

CINEMA

«Passe ton bac d'abord»

Avoir 20 ans à Lens

Depuis *Les Zozos*, *A nous les petites anglaises* et autres *Lâche-moi les baskets*, les réalisateurs parlent de plus en plus des jeunes. Mais de quels jeunes ? Pour en donner quelle image ? Bien souvent celle de la vulgarité sur le ton de la farce et de la caleçonnade. Mais de films sur les problèmes de la jeunesse, aucun. Heureusement, Maurice Pialot vint avec « *Passe ton bac d'abord* ».

C'est en plein pays minier qu'il a planté sa caméra chez les jeunes des terminales d'un lycée. « *Je ne suis qu'un témoin*, dit Pialot, *je montre ce qui est dans l'air du temps. Sans parti-pris idéologique.* » Dans les bistrot, au lycée, au gymnase, au football, Pialot montre les jeunes ; les relations entre jeunes, les amourettes, la drague, les drames de la jalousie, le séducteur professionnel.

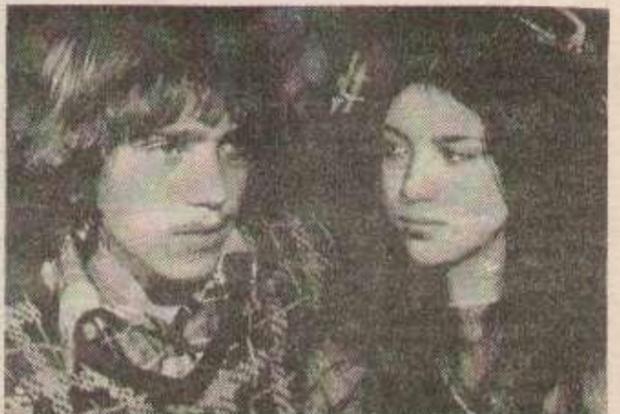
Tout cela est peint avec une grande vérité, par petites touches, mais toujours avec humour ce qui évite le piège de la mièvrerie ou du mélodrame. « *Passe ton bac d'abord* », disent les parents, ouvriers, mineurs qui ont du mal à comprendre

leurs enfants. Les rapports au sein de la famille sont décrits sans manichéisme, avec vérité : le père mineur silicosé, malade, la mère au foyer, la grande sœur ouvrière dans le textile semblent ne pas comprendre ce que veulent ces enfants qui ont poussé trop vite et qui ne croient pas aux lendemains.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : que faire à la sortie du lycée, avec ou sans bac ? Pour beaucoup c'est le chômage, c'est aussi la plongée dans une société où ils se sentent mal à l'aise dans leur peau. Certains croient échapper à leur famille par le mariage. C'est pour avoir le mari sur le dos, après avoir eu le contre-maitre toute la journée. Pour d'autres, c'est la fugue qui se termine en mariage.

Ce film qui souffre un peu de son petit budget compte de fort belles scènes où l'humour le dispute au réalisme. Telle la scène du mariage, du grand magasin, des photographes sans parler du départ pour Paris.

Un regard très lucide sur la jeunesse au quotidien. L. C.



Deux élèves de terminale du film « *Passe ton bac d'abord* ». Dans ce film, un regard très lucide sur la jeunesse au quotidien.

Contre les licenciements, soutien total à ceux de Vallourec

DEPUIS plusieurs années déjà, les travailleurs de Vallourec sont en lutte contre les licenciements, pour l'emploi de tous. La direction a demandé le licenciement de 47 travailleurs en janvier 1979, dans le but de liquider totalement l'usine de tubes de Bessèges.

Grâce à leur lutte et au soutien qu'ils ont su développer par le biais du comité « Sauvez le canton de Bessèges », ceux de Vallourec, section CGT en tête, ont réussi à obtenir de l'inspection du travail le refus des 17 licenciements. Mais le 2 août 1979, le ministre du travail a cassé cette décision : 30 travailleurs (dont trois délégués) ont reçu leur lettre de licenciement, dix sont mis en prétraite, les sept autres, suite aux nombreuses pressions de la direction, ont déjà quitté l'usine. Par ailleurs, en juillet, ne reculant devant rien, le patron a licencié quatre travailleurs qui étaient en conge maladie longue durée !

« Si Vallourec se restructure et veut liquider l'usine de Bessèges, c'est pour se renforcer dans le Nord et faire encore plus de profits », a déclaré le syndicat CGT de l'usine.

Après les 22 000 licenciements dans la sidérurgie, après les mauvais coups de Pété (hausse des loyers et des prix, atteintes à la Sécurité sociale), face à l'augmentation du chômage (200 ouvriers du bâtiment de Montpellier en juillet et août à la Sormae et Fougères), il est urgent de riposter !

Dans notre région, d'autres grandes entreprises sont touchées ou vont être frappées par les licenciements. Ainsi, l'usine d'Eurocéral qui emploie plus de 700 ouvriers à Vendargues, près de Montpellier : les deux tiers des travailleurs vont être licenciés en 1981. A l'AOP de Béziers, plusieurs centaines de licenciements ont été annoncés !

Notre Parti lance un appel : que toute la classe ouvrière et tous les travailleurs rejettent les querelles de partis et de chapelles et s'unissent pour riposter à ces licenciements et soutenir inconditionnellement ceux de Vallourec ! Après les milliers de licenciements dans la mine, tout doit être fait pour empêcher ces nouveaux licenciements !

Vallourec, Eurocéral, AOP : contre les licenciements !
Unité et solidarité dans la lutte !

Comité régional du Languedoc-Roussillon du PCML

L'action continue à Eurocéral

LES travailleurs sont rentrés des congés à Eurocéral (Vendargues) depuis le 3 septembre. L'action commencée fin juillet contre l'augmentation de la charge de travail et pour 300 F d'augmentation de salaire a repris aussitôt avec la même mobilisation : les débrayages en fin de poste, de 2 heures mardi, mercredi et jeudi derniers ont été suivis par 90 % des travailleurs concernés.

La direction qui comptait sur un

pourrissement de l'action après les congés, réagit par la sanction : elle a décidé la mise à pied de deux délégués CGT, un délégué syndical et un délégué du personnel, sous le prétexte d'absences qui étaient en fait des heures de délégation.

Toujours et encore, les Willot licencient

DEPUIS un an environ, les frères Willot, appelés communément les Dalton parce qu'ils sont quatre frères assez rapaces en affaires, ont racheté Bousac. Aussitôt, ils se sont mis à l'ouvrage, si l'on peut dire, et les licenciements succèdent aux licenciements.

Vendredi 7 septembre, le groupe Rousseau-confection appartenant maintenant aux Willot a annoncé 267 licenciements de personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans.

Le groupe Rousseau est établi dans l'Allier, le Cher et l'Indre. Les licenciements interviendront au 1er janvier 1980.

Emaux de Briare : 129 licenciements

BRIARE est une petite ville du Loiret située sur la nationale 7 et dont on parle souvent au moment des élections puisqu'elle est une ville test pour connaître le comportement des électeurs.

Si la presse locale et nationale parle aujourd'hui de cette petite ville c'est à cause de la menace des 129 licenciements qui doivent y avoir lieu.

Fondée en 1845, l'entreprise « Emaux de Briare » comptait 900 salariés en 1974 ; 633 en 1977 ; 533 en 1978. Aujourd'hui, elle en compte 470. La manufacture fabrique des céramiques décoratives pour sols, murs et façades. La société a créé une filiale au Maroc où les profits sont plus juteux, les salaires moins chers, etc.

La société est une filiale de la Société générale de fonderie, c'est dire qu'elle n'est pas isolée mais chapeautée par un groupe aux dimensions très importantes. La Société générale de fonderie est elle-même chapeautée par les forges de Saulnes et Gorcy (contrôlé à 18 % par Paribas), l'UAP, la caisse des dépôts et consignations.

Nous n'avons donc pas un petit patron face à des gros, mais un gros patron qui restructure ses filiales.

Les patrons profitent, les ouvriers trinquent et sont jetés à la rue. Briare, un nom qu'on entendra encore souvent à la radio mais pas forcément pour flatter les électeurs.



Péchiney : une fois de plus au banc des accusés

PÉCHINEY n'en finit pas de polluer le plateau du Lannemezan. L'association des propriétaires et agriculteurs du canton de Labarthe-de-Neste proteste contre la pollution au fluor dont ils sont victimes de la part de Péchiney.

La société avait été contrainte de limiter les rejets de fluor provenant de la fabrication de l'aluminium. Il paraissait, aux dires de la société, que ces rejets étaient passés de 1 000 tonnes à 400 tonnes. Une publicité avait d'ailleurs été faite en ce sens à la télévision.

L'association du canton de Labarthe-de-Neste n'est pas du tout d'accord avec les déclarations de la société. Elle affirme au contraire que la pollution s'est aggravée. Des études ont été faites il y a peu de temps et elles confirment les positions de l'association. Une grande partie de la récolte de maïs est touchée par la pollution au fluor.

Péchiney économise l'énergie mais assassine les cultures, joli résultat.

Dans la série « humour noir » : un prix d'économie d'énergie décerné à Cegedur-Péchiney

LE journal patronal *Les Echos* organise chaque année un concours sur le thème « Épargner l'énergie ». L'agence pour les économies d'énergie est dans le coup aussi. Cette année, le prix d'excellence a été décerné à Cegedur-Péchiney du groupe Péchiney-Ugine-Kuhlmann. PUK est un des plus gros pollueurs de France qui a réussi le tour de force de désertifier la vallée de la Maurienne en la polluant.

Cette même firme mène la vie dure aux travailleurs en ce qui concerne les maladies professionnelles. Un reportage de la télévision réalisé sur le plateau du Lannemezan montrait combien il était difficile pour les ouvriers d'échapper au contrôle médical-maison.

Il faut avoir une grosse dose de cynisme pour décerner des prix à ce genre d'entreprise.

Une mention a été accordée à la Shell française (raffinage du pétrole). Sans doute pour remercier cette société d'économiser sur les salaires en affrétant des bateaux arborant pavillon de complaisance, faisant ainsi de substantielles économies sur la réparation des navires, la sécurité et les salaires des travailleurs.

Mais est-ce peut-être aussi pour remercier cette même société d'avoir indirectement contribué au déversement de quelques 380 000 tonnes de pétrole sur les côtes bretonnes l'an dernier.

C'est vraiment de l'humour noir !

BRETAGNE

Fête antirépression

Les 15 et 16 septembre, veille du procès des militants bretons embaillés depuis juillet 1978, le comité antirépression du Centre-Bretagne et les COBAR organisent une fête antirépression à la salle des fêtes de Pontivy. Les comités antirépression ne prétendent pas être les seuls à dénoncer la répression subie par toutes les minorités, aussi appellent-ils tout individu, organisation politique et syndicale, etc. victimes de la répression à venir manifester leur soutien et leur volonté dans la lutte pour la liberté d'expression.

Programme :
- Samedi 15 au soir, Fest Noz animé par de nombreux chanteurs et sonneurs, les *Diouled Ar Menez*, un appel est lancé à toute bonne volonté.
- Dimanche 16, à partir de 14 heures, spectacle avec Patrick Ewen, Gilles Servat, Jean Kergrist, Mathieu Donnard Street, Djiboujeb, Katella, Youenn Gwennic, Glenmor, Avel Navez... des extraits de films de René Vautier, des interventions d'organisations et d'individus ayant subi la répression. Soyez nombreux à marquer votre solidarité.

Avis aux diffuseurs de Proletariat

Un incendie a eu lieu dans l'immeuble où se trouve le local de *Proletariat*. Notre bureau n'a pas été touché mais l'accès en a été interdit pendant plusieurs jours, retardant l'envoi des factures du No 20. Nous demandons aux cellules et sections de payer sans attendre les numéros reçus début juillet. D'avance merci.

Adresse PROLETARIAT BP. 320 - 13213 Marseille Cedex 1. CCP 2 130-89 H Marseille.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 10
CCP : 30 226-72-D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Droufine
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

SECURITE SOCIALE

Tout simplement intolérable !

Tous les salariés ont pu le constater à la rentrée, si leur salaire brut n'a pas augmenté contrairement aux prix, par contre leur salaire net a été amputé de 1% par le relèvement des cotisations d'assurance-maladie. Les tableaux que nous publions ci-contre illustrent la baisse du pouvoir d'achat que cela représente pour les travailleurs. Mais en fait, il ne s'agit là que d'une des conséquences, les plus visible sans doute, des nombreuses mesures prises par le gouvernement à l'égard de la Sécurité sociale. C'est d'une autre de ces mesures que nous parlerons aujourd'hui : la restriction des possibilités de soins et de congés-maladie sous couvert de chasse aux « faux malades ».

D EPUIS longtemps, le gouvernement s'efforce de mettre le déficit de la Sécurité sociale sur le compte d'un excès de « consommation médicale », de « dépenses hospitalières ». Il accorde une place particulière dans ce cadre à ce qu'il appelle l'absentéisme, c'est-à-dire aux congés-maladie que les travailleurs sont amenés à prendre lorsqu'ils tombent malades ou sont rendus malades de fatigue par les cadences, l'intensification du travail. A en croire les patrons et le gouvernement, les charges indues qui devraient être du ressort de l'Etat (participation aux investissements, construction d'équipements sanitaires, etc.), chiffrées à 25 milliards par la CGT, ne sont nullement en cause dans le déficit. Les profits des laboratoires et de l'industrie médicale, la TVA sur les soins et les médicaments, ils n'en parlent pas. Les 8 milliards de dettes patronales sont quantité négligeable.

Ce sont les travailleurs qui seraient responsables du fait qu'ils se soignent, sont remboursés (de moins en moins d'ailleurs) et osent même parfois prendre des congés-maladie. Pour s'attaquer à ces possibilités de soins qu'ils jugent démesurées, le gouvernement a prévu en ce qui concerne la médecine dite « de ville » deux types de mesures.

LIMITER LES PRESCRIPTIONS

Les pouvoirs publics veulent signer avec les médecins une nouvelle convention sociale dont l'objectif serait de limiter dans le cadre d'une même enveloppe leurs honoraires et le coût des prescriptions. Plus le médecin prescrit, moins il lui sera possible de voir augmenter ses honoraires. Il s'agit d'une incitation directe aux médecins à prescrire et à soigner moins.

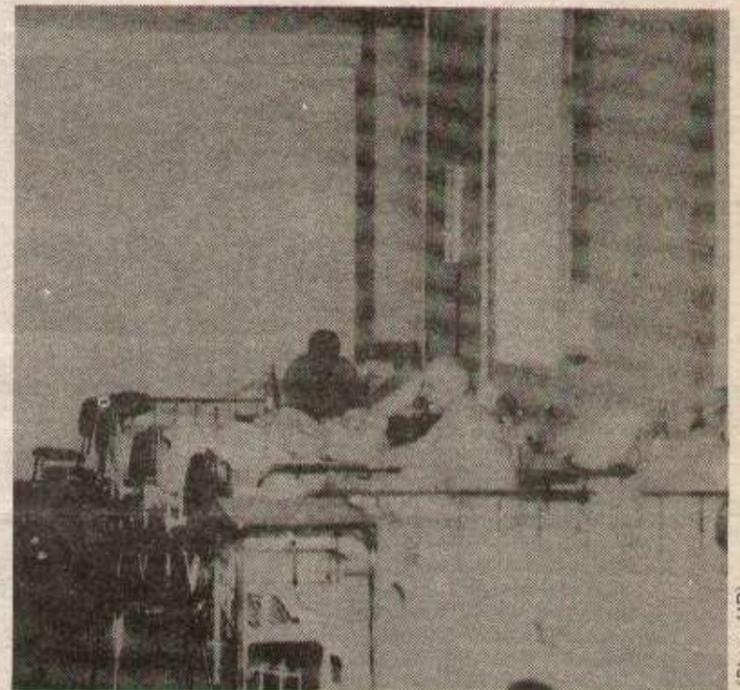
LIMITER LES CONGES-MALADIE

Le développement de la médecine patronale type Sécurex ne suffit pas. Les caisses de Sécurité sociale vont intensifier la méthode dite du « profil médical » qui leur permet d'enregistrer sur ordinateur le comportement des médecins par rapport à une norme bien entendu fort restrictive. S'il a un mauvais profil, le médecin pourra être passible de sanctions tel le déconventionnement.

Jean QUERCY

Retenues (sur votre bulletin de paye)

Salaire brut	3 000
4,5% SS Mal. sur salaire total	135
1% SS mal. sur salaire plafonné	30
4,7% SS vieillesse sur salaire plafonné	141
1,8% retraite complémentaire	54
0,84% assurance chômage	25
Salaire net	2 615



Le gouvernement s'efforce de mettre le déficit de la Sécurité sociale sur le compte, entre autres, des dépenses hospitalières. Des dires que contredit la réalité des hôpitaux.

Faisons les comptes

Retenues

SALAIRES	RETENUES			
	Janvier 1979	août 1979	total année 1979	total août 79-août 1980
3 000 F	37 F	30 F	594 F	804 F
4 000 F	50 F	40 F	800 F	1 080 F
6 000 F	96 F	60 F	1 352 F	1 872 F

Ce tableau indique les retenues supplémentaires déduites des salaires bruts du fait des augmentations de cotisations d'assurances maladie en janvier puis août 1979. Le salaire net annuel sera ainsi diminué par rapport à la base 1978 de 594 F en 1979 et de 804 F en 1980, sans parler de l'augmentation de 1% prévue pour janvier 1980.

Cotisations : ce que vous payerez à partir du 31 août 79

Salaire brut mensuel	Cotisations Sécurité S.	Retraite comp. chômage	Cotisation exception.	Ancien salaire net	Nouveau salaire net
2 500	230	66	25	2 204	2 179
3 000	276	79	30	2 645	2 615
4 000	368	106	40	3 526	3 486
6 000	465	170	60	5 365	5 305

Pour faire ces calculs, nous avons supposé une retraite complémentaire de 8% et 2% pour les cadres.

Un médecin sanctionné

Le déconventionnement est une arme redoutable puisque dans ce cas les malades qui consulteraient le médecin ne seraient pratiquement pas remboursés. Or, récemment, le docteur Lebigue, âgé de 68 ans, pratiquant depuis 35 ans à Vierzon, vient d'être « déconventionné » pour un an par la caisse d'assurance maladie du Cher, parce qu'il « délivrait des arrêts de travail en trop grand nombre ».

Une note de la direction départementale des postes d'un département de banlieue (publiée dans notre édition d'hier) recommande en cas de congé-maladie de « faire contrôler l'intérêt par le médecin assermenté, informer immédiatement la direction, demander de sévères observations, puis avertissements voire blâmes avec notation au demi-choix, envisager la suppression de la prime de rendement ».

Quand une commission de l'Assemblée nationale conteste le gouvernement

L'absentéisme comme cause du déficit est controversée par la commission de contrôle sur la gestion de la Sécurité sociale, créée par l'Assemblée nationale. Cette commission conclue son rapport du 20 juin 1979 en ces termes : « Pour la commission, les causes du déficit en cours et ceux prévisibles à moyen terme sont dues essentiellement à l'assurance maladie et à la vieillesse ».

Pour l'assurance maladie, dont le système est considéré par la commission comme l'un des meilleurs qui soient, les causes du déficit sont surtout extérieures : tabagisme, alcoolisme, accidents de loisirs alors que les « abus » généralement dénoncés comme l'absentéisme et le gaspillage de médicaments régressent ou n'ont que des effets limités ».

Et ce sont les députés de la majorité qui s'opposent frontalement aux explications du gouvernement. Les députés des groupes socialiste et communiste participant à cette commission ont dénoncé les « conclusions du rapport comme une validation de la politique gouvernementale ».



Les pouvoirs publics veulent signer avec les médecins une nouvelle convention sociale dont l'objectif est de limiter, dans le cadre d'une même enveloppe, leurs honoraires et le coût des prescriptions.